

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Kindermann. Gottfried-Karl, *Hitler's Defeat in Austria, 1933, 1934 : Europe's First Containment of Nazi Expansionism*. Boulder Coll., Westview, 1988, 262 p.

par Robert Michael

Études internationales, vol. 20, n° 4, 1989, p. 914-916.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702595ar>

DOI: 10.7202/702595ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

tiellement du monde occidental et l'auteur reste silencieux sur l'universalité de ses conclusions. Finalement, il n'a concentré son étude que sur les grands chefs de guerre d'armées terrestres, on n'y parle pas des généraux des autres armes de combat telles que la marine ou l'aviation.

En conclusion, l'oeuvre mérite très certainement d'être lue ne serait-ce que pour l'approche ingénieuse et rafraîchissante qu'elle nous offre, pour les conclusions nouvelles que l'auteur a su tirer sur les impératifs qui ont caractérisé le leadership des grands hommes de l'histoire, tout autant que pour le voile qu'il soulève sur le « sens de l'Histoire ».

Rychard A. BRÛLÉ

*Institut canadien pour la paix
et la sécurité internationales, Ottawa*

KINDERMANN, Gottfried-Karl, *Hitler's Defeat in Austria, 1933-1934: Europe's First Containment of Nazi Expansionism*. Boulder Coll., Westview, 1988, 262 p.

Il est bon de se rappeler aujourd'hui que tous les Autrichiens n'étaient ou ne sont pas pro-Waldheim, ou pire. Sous le titre de *Hitler's Defeat in Austria*, le professeur Kindermann offre, hélas, sans index des matières, une riche documentation (une centaine de documents), le récit et une argumentation sur l'histoire complexe des relations germano-autrichiennes, sur le conflit idéologique et militaire des Autrichiens et sur le rôle international de l'Autriche divisée des années 1930. Il passe en revue les débuts difficiles de la République autrichienne, sa lutte contre le dictateur allemand, le développement d'une idéologie et d'une identité autrichiennes et l'échec des Puissances alliées à suivre l'exemple du chancelier autrichien Dollfuss

dans sa confrontation avec l'Allemagne nazie. Le principal but de Kindermann était de réunir la documentation nécessaire pour fournir la preuve que l'Autriche a été la première nation de l'Europe qui ait résisté aux Nazis, la première à empêcher l'expansion hitlérienne et à voir l'assassinat d'un chef politique, le chancelier Engelbert Dollfuss, en raison de son action politique.

L'auteur reconnaît volontiers que le régime de Dollfuss n'était pas vraiment une démocratie: il avait conquis illégalement le pouvoir en réduisant le parti majoritaire dans ce pays, le parti social-démocrate, ennemi déclaré de l'Église catholique à laquelle Dollfuss et son Parti socialiste chrétien étaient affiliés. Selon Kindermann, les socialistes chrétiens ont été les seuls à rejeter sans équivoque l'Anschluss (annexion à l'Allemagne). Dollfuss gagne à la fois sur les nazistes et les « bolchévistes » et il obtient l'appui de l'extrême-droite, des fascistes des Heimwehren (de même que de l'Italie fasciste) qui défendent les valeurs chrétiennes à l'instar du parti de Dollfuss, ce que ne défend présumément pas le Parti social-démocrate. L'auteur croit que cette forme de gouvernement était nécessaire dans les circonstances. Peut-être a-t-il raison. L'intention politique de Dollfuss était de faire échec au socialisme et au nazisme en évitant qu'ils prennent le contrôle de la nation.

Il faut admettre que la cause de la démocratie subissait de graves échecs dans toute l'Europe en ces années 1930. On peut cependant se demander si des solutions démocratiques étaient envisageables en Autriche. En pareilles circonstances, la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Tchécoslovaquie et d'autres nations européennes n'ont-ils pas maintenu leurs institutions démocratiques au cours de ces années?

Kindermann constate aussi que la défaite des nazis en Autriche en 1934 constituait pour les démocraties occidentales l'opportunité et même un modèle pour résister à Hitler. Il est également vrai que l'une des principales contributions de l'Autriche à l'histoire a été que, grâce à Dollfuss et à d'autres, cette nation géopolitiquement vitale a été épargnée de l'Anschluss de janvier 1933 à mars 1938. Mais Kindermann insinue parfois que c'était par égoïsme, pour l'amour de l'Europe, qu'agissait l'élite politique et sociale formée des chrétiens socialistes, de l'Heimwehr et de l'Église catholique. La preuve n'en est pas faite. Cela ne serait quand même pas surprenant puisque la plupart, sinon toutes les nations basent leur politique étrangère sur leurs propres intérêts.

Dans son ouvrage, Kindermann, de même que l'auteur de la préface Alois Mock, président de l'Union démocratique européenne, outrepassa le temps où se situe l'action pour commenter l'attitude des Autrichiens vis-à-vis d'Hitler en 1938. S'il est vrai que, comme le prétend Mock, « la grande majorité des Autrichiens s'opposait à l'Anschluss » et qu'« une écrasante majorité d'Autrichiens appuyait l'indépendance », qui étaient-ils donc ceux qui acclamaient frénétiquement Hitler en mars 1938? Cette réaction est comparable à celle des Français devant l'occupation allemande en 1940. Ce n'est pas par hasard si des Nazis influents dont Adolf Hitler, Adolf Eichmann, Ernst Kaltenbrunner et Odilo Globocnik étaient autrichiens. Rien ne prouve, comme le prétend Kindermann, que la majorité des Autrichiens qui ont accueilli les Nazis à bras ouverts en 1938 n'étaient que pangermanistes. En fait, c'est une conclusion plutôt naïve. Kindermann n'admet-il pas lui-même qu'en 1933, année où Dollfuss devient chancelier, le nombre de voix pro-nazis avait sextuplé en Autriche? Et de citer les propos railleurs de Richard Loewenthal: « un grand nom-

bre d'Autrichiens voulait devenir Allemand » seulement jusqu'à ce qu'il le devienne effectivement.

Il commente également la tentative de Dollfuss d'établir un « État corporatif chrétien » qu'il prétendait la première société au monde à intégrer les enseignements sociaux des encycliques du Pape dans sa constitution. Mais, il élude la question des dangers particuliers que comportait pour la démocratie et pour les libertés politique et religieuse un tel régime. Pour Dollfuss, ce nouvel État devait avoir une « direction énergétique et autoritaire », il se faisait ainsi l'allié de la droite autrichienne. Par ce parti nouvellement créé, l'Autriche se rapprochait plus que jamais de l'Église catholique.

Sous certains aspects, le rapprochement avec l'Église pouvait servir au nouveau régime de Dollfuss d'appui social et moral. Kindermann souligne la position courageuse de l'Église dans la lettre pastorale des évêques autrichiens à l'occasion de la fête de Noël 1933. Les évêques louaient le « patriotisme chrétien », condamnaient « l'antisémitisme racial » des nazis et le nationalisme radical. (Il ne mentionne pas la courageuse critique du Cardinal Innitzer, un Autrichien, devant l'inaction de Pie XII avant le massacre des Juifs en Pologne et en Allemagne. C'était peut-être outrepasser le sujet de son ouvrage). D'ailleurs, à cet égard, il ne parle pas non plus:

De l'enseignement traditionnel de l'Église catholique qui, quoique non raciste, a servi de fondement morbide à l'antisémitisme religieux des Autrichiens et des Allemands.

Du lien vieux de 50 ans entre le Parti chrétien socialiste de Dollfuss et l'antisémitisme religieux. Citons le maire de Vienne et chef du Parti chrétien socialiste, Karl Lueger, éminent homme politique catholique qui, dans le Reichstag de 1890, qualifiaient les Juifs: « d'incroyables fana-

tiques haineux dont la soif de vengeance était insatiable... Que sont les loups, les lions, les panthères, les léopards, les tigres et les hommes en comparaison de ces monstres de prière à visage humain? Hitler s'inspirera plus tard, durant les années de sa vie à Vienne, de cette forme d'antisémitisme.

Du Cardinal Gfollner de Linz qui déclarait dans sa lettre pastorale de janvier 1933 qu'il était du devoir de tout catholique d'adopter « une forme morale d'antisémitisme... Notre monde moderne doit élever une barrière solide contre la bêtise intellectuelle et le limon moral qui émanent en grande partie de la juiverie et qui menacent d'envahir le monde. Il nous faut aussi admettre qu'il y a des gens nobles chez les Juifs. Si le socialisme autrichien ne veut incorporer que cette forme spirituelle et éthique d'antisémitisme dans son programme, on ne doit pas l'en empêcher ».

De l'évêque autrichien Alois Hudal dont le livre *Die Grundlagen des Nationalsozialismus* (Leipzig-Vienne 1937) offre aux socialistes nationaux de s'associer à l'Église pour former une synthèse de chrétienté et de *Deutschtum* contre le bolchévisme « dont les couches moyennes et inférieures sont judaïsées ».

Dans l'ensemble, le professeur Kindermann interprète d'une façon valable et conservatrice les années 1933-1934, marquantes dans l'histoire autrichienne. Comme c'est souvent le cas dans tout ouvrage, on peut discuter du bien-fondé de certaines de ses conclusions car d'importantes considérations ont été négligées.

Robert MICHAEL

*Southeastern Mass. University
Dartmouth, Mass. USA*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

DAVID, Charles-Philippe. *Debating Counterforce: A Conventional Approach in a Nuclear Age*. Boulder (Col.), Westview Press, 1987, 276 p.

Le rapport de chaque peuple au fait, ou à l'imaginaire, guerrier, renvoie à sa culture. Le débat de défense emprunte donc, dans chaque pays, des voies qui lui sont propres. Charles-Philippe David nous donne, dans « Debating counterforce – a conventional approach in a nuclear age », une étude brillante et fouillée du débat nucléaire américain.

L'étude part d'un constat simple. Sous les thèses multiples, contradictoires, évolutives, des « stratégestes » américains, se dessinent deux logiques. L'une affirme l'existence d'une rupture nucléaire: l'apocalypse est désormais l'horizon inévitable de tout affrontement entre puissances nucléaires; ce qui modifie radicalement les « conditions de faisabilité » de l'affrontement armé réel, et interdit au premier chef de penser les armes nucléaires en terme d'emploi.

Un second courant de pensée, étudié tout au long de l'ouvrage, se refuse à prendre en compte une quelconque « révolution nucléaire », et entend appliquer à l'atome les catégories de la pensée stratégique classique: limitation politique des objectifs et donc des dommages, contrôle des niveaux successifs de violence, etc. C'est cette approche « classique » – conventionnelle – de l'atome qui, nous dit l'auteur, prévaut aux États-Unis depuis plusieurs décennies, y détermine les grandes orientations de la politique nucléaire, y organise le développement des arsenaux.

Le débat entre « apocalyptistes » et « conventionalistes » s'est engagé dès le début de l'ère nucléaire, et David en repère le